

Élections législatives (Autriche) : un désastre pour la démocratie, l'État social et la gauche

jeudi 3 octobre 2024, par [EF, WH, PS](#) (Date de rédaction antérieure : 30 septembre 2024).

Selon les résultats officiels provisoires, le parti d'extrême droite Freiheitliche Partei Österreichs (FPÖ) dirigé par Herbert Kickl a obtenu 29 % des voix et a été élu par 1,4 million d'électeurs, soit presque deux fois plus qu'il y a cinq ans.

Sommaire

- [Radicalisation du FPÖ](#)
- [Droitisation du Parti populaire](#)
- [La gauche en perte de vitesse](#)

Les « Freiheitlichen » ont ainsi obtenu leur meilleur résultat depuis leur création en 1955 ; en 2019, ils étaient encore 770 000. D'où viennent les électeurs par rapport aux dernières élections pour le Conseil national (le parlement de la République fédérale d'Autriche) ? Les électeurs réguliers : 76 % ont à nouveau voté pour le FPÖ, 443 000 sont venus de l'ÖVP et 258 000 des non-électeurs.

Le FPÖ a été élu principalement par des ouvrierEs, des apprentiEs et des travailleurEs non diplôméEs, par des personnes âgées de 35 à 59 ans et presque à parité par des hommes et des femmes. Ce dernier point est nouveau, les femmes s'étant jusqu'à présent montrées plutôt réticentes. Le parti a été moins bien accueilli par les personnes plus âgées, les retraités et les titulaires d'un diplôme de fin d'études secondaires ou supérieures.

Les motifs de vote étaient principalement le mécontentement vis-à-vis de la politique menée pendant l'épidémie de covid, du renchérissement, en particulier des prix du logement et de l'énergie, de la détérioration du système de santé, de l'immigration et des réfugiés (ce thème a actuellement été associé aux attaques terroristes), mais aussi des thèmes de la guerre et de la neutralité autrichienne.

Radicalisation du FPÖ

Sous la direction d'Herbert Kickl, son « président fédéral » depuis juin 2021, le FPÖ s'est nettement radicalisé et défend publiquement des idéologies conspirationnistes (sur le covid), a recommandé des remèdes de cheval au lieu de vaccins, exige la « remigration » des réfugiés, veut mettre en place un bureau de signalement pour les enseignants politisés, prive la radio-télévision publique de son financement en supprimant la redevance et considère Viktor Orbán en Hongrie comme son grand modèle. Elle a également joué un rôle important dans le regroupement des groupes d'extrême droite au Parlement européen afin d'offrir à Orbán un forum et un groupe parlementaire.

Le parti défend une politique néolibérale marquée, habillée de slogans populaires en faveur de baisses d'impôts comme « Plus de net du brut », ce qui priverait le système social de son

financement. Comme l'AfD en Allemagne, elle mime le « parti de la paix », veut faire baisser les prix de l'énergie en augmentant encore les importations de gaz de Russie et se montre très compréhensive vis-à-vis de la guerre de Poutine en Ukraine. Comme de nombreux populistes de droite, elle considère la protection du climat comme une ineptie. Kickl aime se qualifier de « chancelier du peuple » et veut « concentrer les réfugiés dans des camps » – des allusions délibérément provocantes au langage nazi. Les Identitaires (IBÖ) semblent désormais s'être établis comme cadres idéologiques du FPÖ, ils sont caractérisés par le chef du parti comme une « ONG souhaitable ».

Droitisation du Parti populaire autrichien

Le succès du FPÖ ne s'explique pas par les compétences particulières de son chef de parti Kickl, mais en premier lieu par le vide politique et la droitisation du Parti populaire autrichien (ÖVP) conservateur. Depuis décembre 2021, l'ÖVP est le chancelier fédéral dans une coalition avec les Verts. L'ÖVP reprend de plus en plus les thèmes et parfois les termes de l'extrême droite. Elle veut retenir les réfugiés dans des camps aux frontières extérieures de l'UE, s'en prend aux jeunes activistes climatiques et tente de les criminaliser, tout en parlant de « l'Autriche, pays de l'automobile ». Les tentatives de « réformes » néolibérales et de renforcement de la surveillance électronique ont jusqu'à présent échoué en raison du veto du partenaire de coalition des Verts.

L'ÖVP est confronté, avec son personnel dirigeant et en tant que parti, à de graves accusations de corruption et à une série de procès datant de la période de coalition avec le FPÖ du chancelier Sebastian Kurz (2017-2019). Il a également perdu plus d'un quart de ses électeurs au profit du FPÖ (et du groupe des abstentionnistes) en raison de sa mauvaise gestion de l'inflation, de l'affaiblissement du (bon) système de santé publique, des mauvaises données économiques et d'une politique peu crédible.

Le chancelier de l'ÖVP a surpris le soir des élections en déclarant qu'il ne voulait pas former de coalition (attendue par tous) avec le FPÖ de Herbert Kickl. Il est impossible de savoir aujourd'hui s'il s'agit d'une déclaration sérieuse ou d'une simple manœuvre tactique à l'égard de la social-démocratie, visant à la pousser à faire de lourdes concessions par le biais de négociations fictives, avant de pouvoir tout à coup former une coalition avec le FPÖ (comme ce fut déjà le cas sous le chancelier Schüssel dans les années 2000 à 2006).

La gauche en perte de vitesse

La social-démocratie, dirigée par le nouveau réformiste Andi Babler, qui se présente avec assurance et combativité, a stagné avec le plus mauvais résultat électoral depuis des décennies (21,1 %) et n'a pas pu profiter des pertes de l'ÖVP. Bien qu'un tiers des électeurs aient quitté les Verts, le gain de ce groupe a tout juste compensé les pertes subies par les non-électeurs, mais n'a pas permis de les renforcer. Babler a été mis à l'écart par les médias en tant que hors-la-loi politique en raison de ses propositions de réforme – très modérées –, tandis que les luttes de groupe et les intrigues au sein du parti ont privé la campagne électorale du SPÖ de tout élan.

Les formations à gauche de la social-démocratie n'ont pas réussi à atteindre la barre des 4 %. Le KPÖ a certes triplé son score en obtenant 2,4 % (plus 1,7 %) et près de 115 700 voix, mais cela ne lui permet pas d'entrer au Conseil national. De même, la liste « Gaza » (0,4 %) et « Keine » (0,6 %) ont échoué.

Le 20 septembre, une semaine avant les élections, 13 000 personnes ont manifesté à Vienne - une action commune du mouvement de grève pour le climat et de dizaines d'initiatives locales de « défense de la démocratie » de toute l'Autriche. En comparaison avec la mer de lumières de janvier 1993, qui avait réuni plus de 100 000 participants, ils étaient malheureusement encore bien trop peu nombreux. Ce regroupement est une petite plante fragile, mais pourrait marquer le début d'un mouvement de résistance contre l'évolution de la droite, si la coopération est développée et si des thèmes sociaux sont également abordés. En effet, l'État social et les acquis démocratiques risquent d'être massivement affaiblis.

EF, WH et PS (Vienne/Tyrol)

P.-S.

- Hebdo L'Anticapitaliste - 723 (03/10/2024). Publié le Mercredi 2 octobre 2024 à 11h00 : <https://lanticapitaliste.org/actualite/politique/elections-legislatives-un-desastre-pour-la-democratie-le-tat-social-et-la-gauche>